

# Vers un Tadjikistan sans mines

## Aucune pierre n'est laissée non retournée



PAR MICHAEL UNLAND

**Michael Unland :** Quel effet cela fait-il d'exercer un métier dans lequel on est exposé à ce que beaucoup considèrent comme les vestiges les plus pernecieux d'un conflit ?

**Mike Storey :** Nous effectuons notre travail de déminage conformément à des niveaux de risque internationalement acceptés. Personnellement, j'estime que si vous suivez correctement les procédures, en partant d'une zone que vous savez sûre, vous courez en fait moins de risques que si vous essayez, par exemple, de traverser une rue très fréquentée dans une grande ville. Mais si vous faites fi des règles et prenez des raccourcis, c'est comme si vous placiez un sac en papier au-dessus de votre tête avant de traverser cette même rue.

L'enlèvement de mines terrestres implique de suivre d'une façon rigide et professionnelle un processus bien défini. C'est l'approche que nous adoptons pour enseigner aux équipes tadjikes comment repérer les zones dangereuses, établir les limites exactes de probables champs de mines et détruire les débris explosifs de guerre. On leur apprend, par exemple, qu'ils doivent toujours déminer dans le sens de la montée car, dans le cas contraire, ils risqueraient de perdre l'équili-

Cette année marque le dixième anniversaire de la signature de la Convention d'Ottawa, qui est également appelée Traité d'interdiction des mines, l'instrument international le plus complet pour débarrasser le monde du fléau des mines terrestres antipersonnel. Depuis 2003, l'OSCE participe à cet effort mondial par le biais de son programme d'action contre les mines au Tadjikistan, avec l'appui de son principal agent d'exécution, la Fondation suisse de déminage, et sous les auspices de l'organe national de coordination, le Centre tadjik d'action contre les mines. Dans un entretien qu'il a accordé au *Magazine de l'OSCE* sur le processus de déminage, Mike Storey, Conseiller de projet à la Fondation, explique qu'un Tadjikistan sans mines n'est pas une utopie, à condition que le financement des donateurs ne se tarisse pas afin d'accélérer les résultats encourageants obtenus jusqu'à présent. Ressortissant néerlandais né au Zimbabwe, M. Storey a travaillé pendant plus de deux ans comme démineur au Soudan. Il a parfait sa formation à la neutralisation des mines explosives au Centre international kényan de formation du déminage.

bre ou de trébucher et de rouler sur un champ de mines. **Êtes-vous en train de me dire qu'il n'y a pas d'aspect émotionnel ?**

Si ! Chaque mine qui est retirée du sol et détruite signifie des vies sauvées. La chose satisfaisante dans ce travail, c'est qu'il est directement et immédiatement utile pour d'autres. C'est la partie émotionnelle. C'est très différent de l'organisation d'ateliers ou de la distribution de brochures.

**Les accidents peuvent-ils être complètement évités ?**

L'erreur humaine occupe une large place dans tout accident, exactement comme dans de nombreuses autres activités. Un superviseur, par exemple, peut avoir mal évalué le risque ou le type de mines ou les dimensions de la zone. Nous ne sommes pas des robots.

**Vous fixez-vous pour objectif d'enlever un certain nombre de mines par jour ?**

Nous ne voyons pas les choses sous cet angle. Parfois, après avoir travaillé longuement et durement sur une vaste étendue de terrain, nous ne trouvons pas une seule mine. On ne s'en plaint pas. Ce qui compte, c'est le nombre de terrains auparavant soupçonnés d'être minés qui peuvent être remis aux communautés afin que ces dernières les utilisent de façon productive.

**Ainsi, bien souvent, vous n'éradiquez pas des mines, mais la peur ?**

Absolument. Une mine terrestre est une « arme d'interdiction d'accès ». Si l'explosion d'une mine tue ou blesse accidentellement quelqu'un, peu importe les dimensions du site, vous pouvez être certain que, par peur, les gens ne s'en approcheront pas. Le Tadjikistan étant constitué à 93 % environ de montagnes, il n'y a donc déjà pas beaucoup de terres arables et chaque lopin de terre agricole laissé en friche signifie que les communautés rurales sont privées d'une ressource de grande valeur.

**Peut-on discerner certaines constantes dans la façon dont les mines sont disposées ?**

Au Mozambique et au Soudan, où j'ai travaillé, les mines disposées au hasard sont relativement fréquentes. Nous les appelons « mines de nuisance » : on en pose juste assez pour empêcher les gens d'accéder à l'ensemble de la zone. Dans le cas du Tadjikistan, lorsque les

forces russes ont remis des zones minées à la frontière afghane aux autorités tadjikes en 2005, elles ont également fourni des cartes indiquant où les mines avaient été posées. Ces cartes sont fiables et facilitent le déminage car, dans ce domaine, l'une des tâches les plus difficiles consiste à identifier avec précision les limites des champs de mines.

En revanche, il n'existe pas de données relatives aux zones qui ont été minées au cours de la guerre civile près de Gharm au Tadjikistan central. Certains se souviennent que la zone était couverte de mines, mais ils ne savent plus exactement où celles-ci se trouvent. Nous pouvons donc passer des années à nettoyer ces zones sans rien trouver.

**Comment se passe la coopération entre les autorités tadjikes et les équipes de déminage ?**

Le Gouvernement tadjik a créé un cadre de travail positif. Toutes les unités et toutes les divisions, qu'il s'agisse de l'armée, de la sécurité des frontières ou des services d'urgence, coopèrent pleinement avec nous. Ce sont les autorités qui affectent le personnel — essentiellement en provenance du Ministère tadjik de la défense — pour être formé par nos soins. Nous avons des cartes à notre disposition ainsi que certaines installations. Dans de nombreux pays dans lesquels j'ai travaillé, le gouvernement vous empêche littéralement de faire votre boulot. Ici c'est totalement l'inverse.

**Comment les mines terrestres dans les zones frontalières influent-elles sur la surveillance et la sécurité ?**

Les mines qui ont été posées le long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan au début des années 90 empêchent maintenant d'y effectuer des patrouilles et d'y construire des postes de contrôle et des tours d'observation. Ces zones infestées sont inaccessibles non seulement pour les contrebandiers et les militants — le groupe cible visé — mais également pour les gardes frontière. Les mines ne faisant pas de discrimination, elles doivent donc être enlevées avant que l'on puisse appliquer certaines méthodes de surveillance des frontières.



Mike Storey, Conseiller de projet

### *Désormais dans sa cinquième année, le programme de déminage OSCE-FSD au Tadjikistan a :*

- procédé à des relevés techniques dans plus de 1000 villages, délimitant les zones dangereuses et permettant de définir des priorités pour le déminage ;
- repéré plus de 100 zones minées ;
- déminé une zone d'une superficie proche de 500 000 m<sup>2</sup> ;
- détruit 2 264 mines antipersonnel, 3 mines antichar, 753 autres engins non explosés, et 4 096 munitions pour petites armes ;
- remis aux communautés locales dix sites nettoyés et pouvant être utilisés en toute sécurité
- dispensé ou organisé 29 stages de formation à l'intention de médecins, de géomètres, de démineurs, de chefs d'équipe, d'opérateurs de matériel de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) et du personnel chargé des bases de données ; et
- formé plus de 350 démineurs nationaux.

Site Web du Plan d'action national tadjik contre les mines : [www.mineaction.tj](http://www.mineaction.tj)

### Voyez-vous la fin du problème des mines au Tadjikistan ?

Le Tadjikistan est, en fait, l'un des rares pays où l'on entrevoit la lumière au bout du tunnel. Le problème est relativement circonscrit et gérable et il y a une forte volonté politique de le résoudre. Toutefois, si nous continuons de travailler au rythme actuel, cela nous prendra des décennies. Nous devons renforcer nos capacités, recourir à des engins mécaniques de déminage pour nous aider, recruter plus d'équipes d'arpentage et de déminage, et obtenir davantage de fonds pour toutes ces activités.

Lorsque nous y serons parvenus, nous serons en mesure d'accomplir beaucoup plus encore. Nous sommes ici depuis maintenant quatre ans ; nous savons ce que nous faisons, nous avons des gens très expérimentés sur le terrain, et le projet en est à un stade avancé. Nous sommes comme un lévrier dans sa boîte de départ, aspirant à courir.

**Pensez-vous qu'il soit réaliste pour le pays d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé dans le cadre de la Convention d'Ottawa et de mener à bien son programme de déminage d'ici avril 2010 ? C'est dans moins de trois ans.**

Je ne peux pas vous donner de date, mais je peux vous dire que plus nous acquérons de l'expérience et de l'assurance, plus grande sera la surface que nous serons en mesure de déminer. En 2006, nous avons couvert

100 % de plus de territoire qu'en 2005 avec moins de ressources. Pouvez-vous imaginer ce que nous pourrions faire cette année et en 2008, 2009 et 2010 lorsque nous aurons augmenté nos capacités ? Nous pourrions certainement résoudre le problème dans un avenir prévisible. Et c'est là l'enjeu.

En adhérant à la Convention d'Ottawa en 1999, le Gouvernement tadjik n'a laissé aucun doute quant à sa détermination de réaliser sa vision d'un Tadjikistan à l'abri de l'impact humanitaire et économique négatif des mines terrestres. En 2004, les autorités ont détruit leurs derniers stocks – plus de 3 000 mines. À présent, c'est aux mines enfouies dans le sol qu'il convient de s'attaquer. Malheureusement, le pays n'a pas les moyens de remplir cet engagement et nous lançons donc un appel à la générosité des pays donateurs et à leur sens des responsabilités pour qu'ils interviennent et aident le Tadjikistan à atteindre son objectif.

**Michael Unland est chargé des relations avec les médias au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Avant de travailler dans le domaine du développement en Allemagne, au Chili, en Biélorussie, en Russie, au Kazakhstan et au Kirghizistan, il était journaliste radio et en ligne. Il a été responsable de plusieurs projets de communication au PNUD et pour MercyCorps.**

## Déminage au Tadjikistan

**Principaux donateurs :** Canada, OSCE et Allemagne

**Autres donateurs :** Belgique, France, Japon, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse

**Budget 2007 :** 3,7 millions de dollars ; à ce jour, l'OSCE, le PNUD et les gouvernements donateurs ont fourni 1,4 million de dollars.

**Personnel :** quatre personnes recrutées sur le plan international et 160 personnes recrutées sur le plan national organisées en quatre équipes de déminage manuel.

Selon des sources officielles, quelque 25 millions de m<sup>2</sup> du territoire tadjik ont été contaminés par des mines

- antipersonnel et par des munitions non explosées :
- Au début des années 90, le long de la frontière sud entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ;
  - Au cours de la guerre civile (1992–1997), en particulier au Tadjikistan central ; et
  - En 2000, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, dans l'est et le nord du pays.
- Ces 15 dernières années, 277 citoyens tadjiks ont perdu la vie et 300 ont été blessés dans le cadre d'accidents impliquant des mines. Plus de 20 % d'entre eux étaient des enfants dans des zones rurales pauvres.

Dans le cadre du programme OSCE-FSD, 12 chiens détecteurs de mines, formés en Afghanistan, contribuent depuis la mi-2006 à réduire le nombre de zones soupçonnées d'avoir été minées.



FSD (FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE)



FSD (FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE)

Sensibiliser les communautés aux mines terrestres dans tout le Tadjikistan est une tâche essentielle du programme d'action contre les mines.

# Les habitants de Pahtakor

## Principales victimes des mines terrestres et de leurs répercussions

**PAR ALEXANDER SADIKOV**

« Cette terre est morte », explique Lolahon. « L'eau l'a détruite ». Le vieil homme aux habits usés me fait visiter le petit village de Pahtakor, situé dans le district du Piandj méridional, dans la province de Khatlon.

Le Pahtakor se situe à la frontière, longue de 1 350 km, entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dont certains tronçons auraient été massivement minés par les troupes russes au début des années 90 pour la protéger des contrebandiers et des groupes militants. La zone a été désignée zone prioritaire pour le début de la saison de déminage de cette année. En raison des conditions climatiques rigoureuses qui y règnent pendant les mois d'hiver, le travail de déminage ne peut se faire qu'entre mars et novembre, dans le meilleur des cas.

Alors que nous marchons le long d'une route poussiéreuse, le vent transporte l'odeur fétide de la terre des champs gorgés d'eau. Des grappes de maisons de glaise semblent abandonnées. Les champs environnants sont détrempés et dénués de toute végétation, un contraste saisissant par rapport au vert printanier des champs ailleurs dans le pays.

Pahtakor était connu pour ses produits agricoles. Par un réseau d'une centaine de canaux, le Piandj fournissait l'eau qui irriguait cette zone aride, permettant à ses habitants de cultiver du coton. Puis, ce qui avait fonctionné pendant des centaines d'années pris fin au cours de la guerre civile, lorsque le canal qui drainait l'eau dans le Piandj fut miné. Ne pouvant plus s'écouler, l'eau à progressivement transformé ces terres fertiles en marécage.

« Ces canaux étaient tout pour nous : ils nous donnaient notre pain, notre vie et notre espoir », déclare Ranohon Saidova, chef adjoint de Quldimon, le *Jamoat*

(unité d'autonomie locale) qui a été le plus durement touché par la catastrophe.

« Nous avons l'habitude de nettoyer les canaux chaque année. Mais, maintenant, nous ne le faisons plus ; de toute façon, l'eau ne va nulle part car le canal en aval a été miné. »

Plusieurs notables du *Jamoat* m'avaient invité à l'école locale où ils souhaitaient m'entretenir de leurs problèmes.

« L'eau a déjà détruit sept maisons du village de Gushon », explique l'un des notables d'un air las. « Et à Quldimon, environ 76 hectares de terres ont été envahis par l'eau. Plusieurs de nos bêtes – que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de perdre – ont été infectées par des maladies. »

Et puis, il y a l'impact inquiétant sur la santé humaine. La zone marécageuse offre un terrain de choix pour les moustiques. D'après Hudoyberdi Saidov, le directeur adjoint du Centre des maladies tropicales de Piandj, le paludisme a été diagnostiqué en 2006 chez plus de 115 personnes.

Parmi ces dernières, Munis, âgé de cinq ans. La maison à deux étages de sa famille n'est qu'à dix mètres d'une zone gorgée d'eau. Il y a tout simplement trop de moustiques ici en été », explique la mère de Munis, Sabohat Mirzoeva. « Ils nous piquent et nous ne pouvons rien faire. Nous ne pouvons qu'espérer qu'ils ne sont pas porteurs du paludisme. »

**Alexander Sadikov est assistant principal presse et information au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Titulaire d'un diplôme universitaire en relations internationales et en journalisme, il est originaire du minuscule village de montagne de Panjakent dans le nord du Tadjikistan à la frontière ouzbèke.**

# Gestion de frontières poreuses sur le « toit du monde »



Exploré par Marco Polo, conquis par Alexandre le Grand, Gengis Khan et Tamerlan et transformé en zone tampon neutre par les Anglais et les Russes durant le « Grand Jeu », le Pamir et la région environnante ont connu leur part de combats et de drames. En juillet 2006, une équipe de spécialistes des frontières de l'OSCE a entrepris une tournée d'une durée de 12 jours sur le « toit du monde » (voir la carte page xx) en vue d'évaluer sur place la capacité du Tadjikistan d'assurer la sécurité et la gestion de sa frontière poreuse du sud avec l'Afghanistan et de l'est avec la Chine.

## PAR HENRY BOLTON

En juin 2006, le Tadjikistan a demandé l'aide de l'OSCE en vue de déterminer exactement quel serait le meilleur moyen pour ses organismes internes de s'attaquer aux multiples défis redoutables que lui posent ses frontières.

Pour pouvoir analyser la situation aussi précisément que possible, nous avons dû nous rendre dans le Pamir, qui culmine à 7 600 mètres, et le traverser. Un voyage dans cette région accidentée et isolée de la planète sur de mauvaises routes exige une planification complexe et méticuleuse avec l'aide de divers services du Secrétariat, du Centre de l'OSCE à Douchanbé et de la délégation tadjike auprès de l'OSCE.

En outre, cette chaîne de montagnes est située au sud et à l'est du pays dans l'*oblast* autonome du Haut-Badakhchan. Nous ne pouvions nous y rendre que si nous obtenions des autorisations spéciales et des visas intérieurs du Gouvernement tadjik.

Aux premières heures du 21 juillet, après une escale de huit heures à Istanbul, Jarek

Pietrusiewicz, Johann Wagner, Kathleen Samuel et moi-même, qui appartenons tous au Centre de prévention des conflits, avons atterri à Douchanbé. À 8 h 30, nous avons tenu la première de ce qui allait devenir une série de 35 réunions avec un grand nombre de ministères et de départements gouvernementaux et avec des donateurs internationaux.

Le 23 juillet, nous avons été rejoints de bonne heure par Riccardo Lepri, du Centre de Douchanbé, et le Commandant Abdul Vaghel, notre escorte des gardes frontière tadjiks. Nous étant assurés que chacun de nos trois véhicules tout terrain était pourvu de deux roues de secours, de 60 litres d'eau, de carburant supplémentaire, d'une radio et d'un téléphone par satellite ainsi que de vivres, nous nous sommes embarqués dans notre voyage de 2 000 kilomètres.

Après avoir conduit en terrain absolument incroyable, nous avons été accueillis par une température de 51° C à Nijni Piandj, où nous avons rencontré des représentants de deux postes-frontières et d'un point de passage. Le Piandj, affluent de l'Amou-Daria, le plus long fleuve d'Asie centrale, coule tout au long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Connu autrefois sous le nom d'Oxus, ce sont les eaux qu'Alexandre le Grand traversa en 329 av. J-C à la poursuite du noble perse Bessus.

Nous nous sommes dirigés vers le nord-est et l'est le long de la rive nord du Piandj en direction de Kouliab. Jamais une halte ne fut aussi bienvenue que la nuit que nous

Ishkashim est le point de passage le plus méridional avec l'Afghanistan.

Photo : OSCE/Johann Wagner

avons passée à la maison d'hôtes du PNUD dans la ville. Le lendemain, nous avons traversé la frontière interne entre l'oblast de Khatlon et celui du Haut-Badakhchan en pénétrant dans la province autonome. À la base de gardes frontière de Khal-e-Khum, un aperçu de la situation à la frontière nous a été donné : il n'est pas rare apparemment d'y apercevoir des groupes armés et d'assister à des échanges de tirs par-delà la frontière.

C'est peu à près avoir quitté cet endroit que nous avons aperçu, à peu près au milieu du Piandj, un terrain de volleyball rudimentaire mais jouable sur un îlot entre un village tadjik d'un côté et un village afghan de l'autre. Vive la coopération transfrontière !

Plus nous avançons vers l'est et plus la nourriture devenait intéressante et elle devait atteindre un summum dans le Pamir. Nous avons continué jusqu'à Khorog, capitale du Haut-Badakhchan, en étudiant au passage les installations des gardes frontière. Après avoir voyagé pendant 14 heures sur des routes en terre, notre récompense a été constituée par un logement local confortable, où nous avons passé la première de deux nuits.

Au matin du 25 juillet, ayant reconstitué nos provisions d'eau potable (nous consommions quotidiennement 5 litres d'eau par personne), nous nous sommes rassemblés à l'état-major régional des gardes frontière à Khorog, qui pourrait être utilisé pour des activités de formation axées sur la patrouille des frontières dans le cadre d'un projet proposé de l'OSCE. Tout comme la plupart des camps gérés maintenant par le Tadjikistan, celui-ci a été hérité des gardes frontière russes lorsqu'ils ont transféré la responsabilité de la sécurité des frontières aux autorités nationales en 2005. Les installations sont assez saines et solides, mais elles ont vieilli et ont grandement besoin d'une bonne remise en état.

Après des entretiens avec le Commandant des gardes frontière de la région et ses collaborateurs, nous avons quitté Khorog pour une tournée de huit heures : en empruntant quelques pistes difficiles, nous avons suivi la gorge du Piandj jusqu'à Ishkashim, point de passage tadjik le plus méridional à la frontière avec l'Afghanistan, au débouché du corridor de Wakhan et à quelque 15 km seulement de la frontière pakistanaise.

C'est là que s'est joué le « Grand jeu » au XIXe siècle, lorsque l'Angleterre et la Russie ont signé un traité annexant une partie du corridor de Wakhan à l'Afghanistan en vue de créer une zone tampon neutre entre leurs deux empires.

Ishkashim nous a procuré une diversion bienvenue. Alors que nous déjeunions, un jeune couple britannique sorti de nulle part est venu solliciter notre aide : au milieu de son tour du monde, son véhicule tout terrain était tombé en panne.

Nous sommes rentrés passer une deuxième nuit à Khorog, afin de nous laisser le temps de nous acclimater à l'altitude en prévision de notre ascension dans le Pamir le lendemain. Il s'agissait plus que d'une simple question de confort. Si l'on monte trop rapidement (de plus de 350 à 500 mètres par jour) au-dessus de 2 500 mètres, on risque de souffrir du mal des hauteurs,

qui, s'il n'est pas traité convenablement, peut entraîner un œdème cérébral ou pulmonaire dont l'issue est souvent fatale.

Après le contrôle matinal habituel de nos véhicules et de notre matériel de communications, nous sommes partis en direction des hauteurs du Chougnan et du Pamir. Nous avons vu des paysages magnifiques. Dans les zones plus fertiles des montagnes, nous avons aperçu occasionnellement des maisons en pisé sans étage qui sont typiques des régions inférieures du Piandj. Progressivement, la végétation a toutefois cédé la place à un désert entouré de chaînes de montagnes couronnées de neige.

Nous sommes arrivés finalement à Mourgab, capitale du Pamir. Ville la plus élevée du Tadjikistan située à plus de 4 000 mètres, c'est un centre commercial régional. Les négociants chinois transitent par la ville en direction de l'intérieur du Tadjikistan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan, comme ils le font sans doute depuis l'époque de Marco Polo.

Durant l'ère soviétique, une grande garnison militaire était stationnée à Mourgab pour défendre le Tadjikistan contre la menace d'une invasion chinoise. Le paysage est émaillé de constructions basses traditionnelles, les *yourtes* (habitations portatives) et de nomades kirghizes gardant leurs yacks.

Mourgab nous intéressait cependant pour d'autres raisons : elle abrite le principal poste de dédouanement pour la frontière chinoise et c'est la dernière agglomération avant la frontière chinoise et le point de passage situé au col de Kulma, à 98 km à travers le désert.

Le lendemain, nous nous sommes dirigés vers l'est à travers le désert de la plaine d'Aksu vers le col de Kulma et la frontière chinoise. Situé à 4 365 mètres au-dessus du niveau de la mer, le col de Kulma est perdu au milieu de nulle part. En hiver, la température tombe à  $-60^{\circ}\text{C}$ , ce qui explique pourquoi la frontière est fermée tout au long des mois d'hiver. Le jour de notre visite, elle était toutefois de  $+43^{\circ}\text{C}$ .



En route vers la frontière tadjiko-afghane à travers le Pamir.



OSCE/HENRY BOLTON

Le col de Kulma, en regardant du Tadjikistan vers la frontière chinoise.

Le col de Kulma étant le seul point de passage entre le Tadjikistan et la Chine – le reste de la frontière est clôturé et patrouillé par des gardes armés des deux côtés – c’est un point de transit vital pour les échanges commerciaux qui est par conséquent crucial pour l’économie tadjike. C’est en même temps une voie potentielle pour le trafic de précurseurs chimiques — indispensable au traitement de l’héroïne — vers l’Afghanistan. Nous étant assurés que l’OSCE pouvait effectivement apporter une assistance à Kulma, nous sommes rentrés à Mourgab pour y passer une seconde nuit avant de nous rendre le lendemain à la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizistan.

Nous nous sommes dirigés vers le nord, en dépassant le lac Sasyk-Kul et en traversant l’ex-garnison militaire soviétique de Kara-Kul et les collines du Khargush Pamir, pour parvenir au col de Kyzyl-Art et au point de passage de la frontière entre le

Henry Bolton (à droite) et des amis devant le logement de l’équipe des frontières à Mourgab.



OSCE

Tadjikistan et le Kirghizistan. Ici, les gardes frontière sont de service pendant sept mois d’affilée, à 15 kilomètres du point d’approvisionnement en eau le plus proche et sans accès à des moyens de transport.

De là, nous sommes entrés au Kirghizistan pour poursuivre notre voyage via le Bureau extérieur de l’OSCE à Och et le Centre de Bichkek, où nous avons tenu des réunions avec les autorités kirghizes au sujet de leurs propres problèmes de sécurité et de gestion des frontières.

À la suite de la visite d’évaluation, l’OSCE a proposé quatre projets d’assistance précis au Tadjikistan :

**Élaboration d’une stratégie nationale pour les frontières.** Fourniture au Gouvernement tadjik d’une assistance technique aux fins de l’élaboration d’une stratégie nationale pour les frontières ;

**Programmation et direction des patrouilles à la frontière entre le Tadjikistan et l’Afghanistan.** Mise à disposition de formateurs possédant les compétences et les connaissances voulues pour assurer une surveillance humaine à la frontière entre le Tadjikistan et l’Afghanistan ;

**Amélioration des contrôles de l’immigration.** Renforcement des capacités du Tadjikistan de détecter les documents de voyage falsifiés, volés et perdus et d’établir des procédures nationales communes d’enregistrement et de communication de données ; et

**Assistance en matière de douanes à la frontière entre le Tadjikistan et la Chine.** Remise en état et équipement du poste de dédouanement tadjik à Mourgab afin qu’il soit mieux à même de détecter les précurseurs chimiques, d’autres marchandises illégales et la contrebande.

En outre, on examine actuellement l’idée de créer dans le pays un centre de l’OSCE qui s’occuperait principalement de la gestion des frontières dans la région.

**Henry Bolton, Conseiller principal pour les questions de frontières à l’OSCE depuis juin 2006, a été au service du Gouvernement du Royaume-Uni, de l’armée britannique, de la Commission européenne, de l’Organisation des Nations Unies et de plusieurs opérations de terrain de l’OSCE. Ses affectations, dans le cadre desquelles il a été chargé de tâches allant de la supervision d’observateurs de police internationaux à l’élaboration de stratégies intégrées de gestion des frontières, l’ont conduit au Canada, au Danemark, en Norvège, en Allemagne, en Géorgie, dans les Balkans et en Amérique centrale.**

# Armes et munitions

## À l'abri moyennant plus qu'un peu d'aide de la part des amis du Tadjikistan



Qu'est-ce que les délégations des États-Unis, de la Finlande, de la France, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Slovénie et de la Suède et ainsi que, tout récemment, de l'Andorre, de la Belgique et de l'Espagne ont en commun ? Toutes sont membres d'un « Groupe des Amis du Tadjikistan » à caractère informel, qui s'est fixé comme principale priorité d'aider à protéger la population du pays contre les dangers que présentent pour l'environnement et la sécurité les réserves massives d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et de munitions conventionnelles — triste héritage de six années de guerre civile.

**PAR WILLIAM PRYOR**

En 2003, lorsque l'OSCE a institué, au sein du Forum pour la coopération en matière de sécurité, un mécanisme destiné à aider les États participants à renforcer leurs capacités pour la destruction et la gestion de leurs armes de petit calibre, de leurs armes légères et de leurs munitions en excédent, le Tadjikistan a été un des premiers à demander une assistance.

À la suite d'une amnistie sur les armes après la guerre civile, les autorités se sont retrouvées avec un stock vertigineux de dizaines de milliers de petites armes et de plus de vingt tonnes d'explosifs brisants. Lors d'une visite du dépôt central du Tadjikistan en août 2004, des experts placés sous la direction du Centre de prévention des conflits de l'OSCE ont confirmé les pires craintes du Gouvernement : les conditions dans lesquelles étaient conservés les stocks et le niveau de compétence du personnel chargé de les garder étaient absolument inacceptables au regard des normes de sûreté et de sécurité.

Mis à part les accidents environne-

mentaux qui ne pouvaient manquer de se produire, le risque que des terroristes réussissent à accéder à ce butin dangereux ou que celui-ci soit détourné vers les marchés illicites était par trop élevé. Il n'y avait pas de temps à perdre. Un vaste programme sur mesure a été lancé en juin 2005. Aujourd'hui, sa première phase, qui intéresse la région de Douchanbé, est sur le point de s'achever.

Les résultats parlent d'eux-mêmes. Les autorités tadjikes ont :

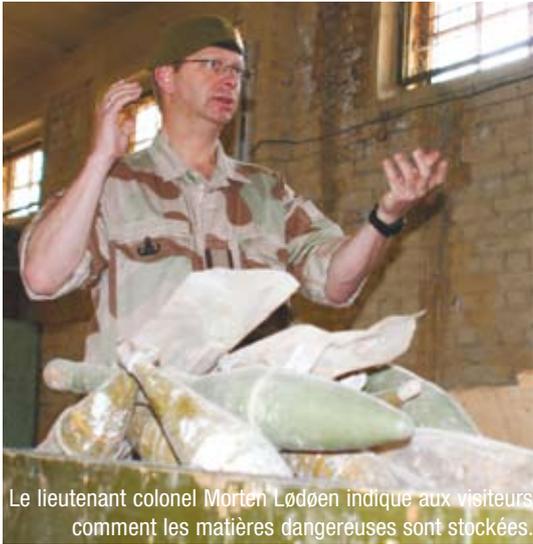
- Construit un site de destruction de munitions à Lohur, près de Douchanbé ;
- Formé neuf spécialistes de l'élimination des munitions explosives ;
- Détruit 34 tonnes d'explosifs brisants ;
- Construit et équipé une installation pour la destruction d'ALPC à Lohur ;
- Détruit 26 000 fusils et pistolets, dont des fusils d'assaut AK-47 et AK-74 et des pistolets Makarov ; et
- Construit ou mis à niveau sept sites de stockage à Douchanbé pour le Ministère des affaires intérieures, l'Agence de contrôle des drogues, le Parquet général, le Parquet militaire, le Ministère de la défense, le Ministère des impôts et des recettes et le Comité d'État pour la protection des frontières.

Alexander Anoshkin, responsable du projet, explique pourquoi sa mise en œuvre s'est déroulée extrêmement bien jusqu'ici.

« Premièrement, les autorités tadjikes elles-mêmes ont apporté un soutien indéfectible à nos efforts conjoints, et notamment trouvé des partenaires qualifiés et enthousiastes dans les organismes gouvernemen-

Des installations de stockage sûres et sécurisées pour les ALPC et les munitions ont été construites dans le cadre du programme de l'OSCE avec le concours de la Suède, de la Slovénie et des Pays-Bas.

Photo : OSCE/Tom Schröder



Le lieutenant colonel Morten Lødøen indique aux visiteurs comment les matières dangereuses sont stockées.



Découpage d'armes à l'aide d'une cisaille hydraulique à l'installation de destruction du Ministère de l'intérieur.

taux compétents. Deuxièmement, le Groupe des Amis du Tadjikistan a mis ses actes en accord avec ses paroles en mobilisant plus de 730 000 euros à l'appui de la première phase ».

En vue de se faire une idée de la façon dont les opérations progressaient, les représentants de cinq pays donateurs se sont rendus à Lohur dans le cadre d'une visite effectuée au Tadjikistan en avril. Ils ont vu de leurs propres yeux comment l'installation remise récemment en état avait permis au Ministère de la défense de gérer la destruction de plus de 34 tonnes de munitions et d'explosifs au cours des 18 mois écoulés.

« Je suis impressionné par les résultats obtenus jusqu'ici, qui m'encouragent à recommander de continuer à apporter notre appui pour la phase suivante du programme, » a déclaré Misa Kangaste, le Conseiller militaire de la délégation finlandaise.

Son homologue de la délégation norvégienne, Tom Schrøder, a opiné. « Nous sommes tous satisfaits de la façon dont le Centre de l'OSCE et les autorités tadjikes ont coopéré en vue de renforcer la sécurité, non seulement dans l'intérêt de la population locale mais aussi au profit de l'espace de l'OSCE dans son ensemble, » a-t-il dit.

Ces deux représentants participent activement aux travaux du Forum pour la coopération en matière de sécurité, qui se réunit toutes les semaines à Vienne pour procéder à un échange de vues et prendre des décisions au sujet des aspects militaires de la sécurité dans la région de l'OSCE. Les autres pays qui ont demandé une aide pour faire face aux menaces découlant de la prolifération incontrôlée et de l'accumulation déstabilisatrice d'ALPC et de munitions conventionnelles sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Moldavie, le Monténégro, l'Ouzbékistan et l'Ukraine.

Le Groupe des Amis du Tadjikistan s'est également rendu dans plusieurs zones de la région méridionale de Khatlon qui étaient susceptibles d'accueillir des sites de stockage d'ALPC.

« Nous devrions tous nous féliciter de ce que le Tadjikistan stocke aussi consciencieusement des équipements dangereux conformément aux meilleures pra-

tiques, » a dit le Lieutenant-colonel Morten Lødøen, qui avait été détaché par la Norvège pour faire fonction de Conseiller technique en chef du programme. « Le pays est ainsi en mesure de conserver ses stocks hors de portée d'éléments criminels potentiels. »

#### PERSPECTIVES D'AVENIR

Le succès appelle le succès, en sorte qu'à la fin de 2006, en réponse aux demandes formulées par plusieurs organismes nationaux pour que le programme soit prolongé, le Centre de l'OSCE à Douchanbé a mis au point et lancé la série d'activités suivantes, qui portent notamment sur :

- L'élimination des propulseurs auxiliaires en excédent ;
- Le renforcement des capacités d'élimination des engins explosifs improvisés (parfois appelés « bombes d'accotement ») ;
- La construction d'installations de stockage pour ALPC et munitions conventionnelles dans toutes les régions du pays ;
- La construction d'une installation de stockage pour les munitions conventionnelles ; et
- L'octroi d'une formation à la manipulation des munitions et à la gestion des stocks.

Comme on pouvait s'y attendre, la note à payer est élevée : plus de 1,5 million d'euros, sur lesquels il reste encore à trouver un demi-million d'euros.

« Les avantages sont cependant inestimables et permettent de mettre certainement le Tadjikistan sur la voie qui le conduira à servir de modèle en matière de gestion des stocks dans la région de l'OSCE, » dit Alexander Anoshkin.

« Nous avons bon espoir que la deuxième phase complètera les efforts faits par le pays en vue de mettre en place les installations nécessaires, dotées de spécialistes qualifiés, pour gérer les stocks de manière responsable et efficace — non seulement dans l'immédiat, mais aussi dans un avenir lointain. »

**William Pryor est agent de terrain de l'OSCE à Kouliab dans le sud du Tadjikistan.**